

Le plan financier européen



Le lundi rose des marchés



NEW YORK, le 10 mai 2010 : après le vendredi noir, après le plan de sauvetage de l'euro conclu à Bruxelles entre Européens et le FMI durant la nuit de dimanche à lundi, les marchés ont retrouvé le sourire hier. Pour un rebond assez exceptionnel. © STAN HONDA/AFP.

Sept cent cinquante milliards d'euros : le chiffre a suffi aux marchés pour retourner leur veste. Au vendredi noir a succédé un lundi rose comme les places boursières en ont rarement connu. Le plan de stabilisation adopté dans la nuit de dimanche à lundi par les ministres des Finances de l'Union européenne a fait mouche puisque les investisseurs se sont rués, dès lundi matin, sur les valeurs qu'ils avaient massacrées lors de la dernière séance.

Dès midi, les indices boursiers du Vieux Continent avaient effacé leur plongeon de la semaine dernière. L'Euro Stoxx 50 engrangeait, à la clôture, un rebond de

près de 10 %. Et c'était l'euphorie partout : à Paris (+ 9,7 %), à Madrid (+14,4 %), à Rome (+ 8,6 %) et à Amsterdam (+ 7,3 %). Seuls Francfort et Londres étaient un peu en retrait, avec des gains limités à respectivement 5,3 et 5,2 %. A Wall Street, c'était aussi la joie, avec, pour les divers indices américains, des progressions supérieures à 4 %.

Euronext Bruxelles participait pleinement à la fête, avec un sursaut de 9,4 %, un des plus élevés de son existence en une séance. Cette explosion est évidemment due à la « résurrection » des financières, dont, au premier rang, Ageas (ex-Fortis Assurances),

qui, de 1,76 euro vendredi soir, rebondissait dès l'ouverture ce lundi matin à 2,02 euros pour finir en fin de séance à 2,28 euros. Soit un gain de près de 30 % ! Au total, en quelques heures, pas moins de 50 millions de titres ont changé de main.

Tout le secteur financier

Les deux bancaires belges ont elles aussi repris des couleurs éclatantes avec des rétablissements de 22,6 % pour KBC, revenu à 33,18 euros, et de 17,27 % pour Dexia, à 3,87 euros. En fait, c'est l'ensemble du secteur financier de la zone euro qui ne se tenait plus, avec un gain de 13,7 %

pour l'Euro Stoxx Insurance et de 19 % pour l'Euro Stoxx Bank. A Paris, BNP Paribas et la Société Générale flambaient à, respectivement, 20,9 et 23,09 %. A Madrid, BSCH remontait de 23,2 %. On restait un peu plus mesuré à Francfort (+ 12,9 % pour la Deutsche Bank) et à Milan (+ 17,1 % pour Unicredit).

Les autres branches d'activités ont été aspirées par ce tourbillon haussier. A Bruxelles, par exemple, Bekaert regagnait 13,1 %, AB Inbev 7,9 %, Unimicro 8,6 %, Befimmo 7,6 % et GBL 7,3 %.

Un seul bémol dans le concert : il émane de l'agence de notation de Fitch Rating. Ses ex-

perts reconnaissent que les mesures adoptées dimanche soir « réduisent sensiblement les risques de panique auto-entretenu (sic) sur les États européens et pourraient marquer un renforcement important du cadre et politique et de la vigilance budgétaire dans la zone euro. Mais ils ajoutent que les détails (du plan européen) demeurent limités et qu'il est donc trop tôt pour formuler un jugement définitif quant aux implications à long terme ».

Va-t-on voir, demain, les spéculateurs se précipiter sur les titres de la dette grecque ? Tout est possible. Le soufflé peut même retomber. ■

MARC CHARLET

LES RÉACTIONS

Les États-Unis

La Maison-Blanche s'est dite « jusqu'ici satisfaite » du plan d'aide européen. « Le président et son équipe économique ont suivi et sont restés impliqués dans cette situation depuis un bout de temps », a déclaré son porte-parole Robert Gibbs. Barack Obama s'est entretenu par téléphone à deux reprises ces trois derniers jours avec la chancelière allemande Angela Merkel, et une fois avec son homologue français Nicolas Sarkozy. (AFP)

La Chine

Dans une conversation téléphonique avec son homologue espagnol Jose Luis Zapatero, le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, a déclaré que le plan aiderait les pays en difficulté à surmonter les effets de la crise financière internationale. « La Chine soutient vivement cette action. » Pékin pense que « tous les pays de la zone euro peuvent évidemment surmonter les difficultés et retrouver une croissance économique stable ». L'UE est le premier partenaire commercial de la Chine. (AP)

La Suède

Le ministre suédois des Finances, Anders Borg, a jugé « irréaliste » la non-participation britannique au plan européen, soulignant que les pays hors zone euro, comme la Suède ou le Royaume-Uni, seraient aussi largement touchés en cas de débâcle financière. « Londres est le centre financier de l'Europe. Si les financements et les paiements des banques ne fonctionnent plus, il ne se passera pas quelques jours avant que les marchés financiers de Londres soient affectés de façon dramatique. » (AFP)

« On n'a pas abordé le cœur du problème »

ENTRETIEN

L'anthropologue belge Paul Jorion a gagné les galons d'économiste célèbre en 2007 lorsqu'éclate la crise des subprime. Une crise qu'il avait anticipée dès 2004, dans un livre sur « la crise du capitalisme américain ». Maintenant que les turbulences se sont transmises au système bancaire, puis aux États, que pense-t-il du plan de sauvetage de la zone euro ?

Vous avez le sentiment que ce déblocage de 750 milliards d'euros suffira à endiguer la crise ? C'est une réponse du monde politique et des banques centrales au marché, en lui parlant le même langage. Et au vu du rebond des Bourses, le marché a reçu le mes-

sage 5 sur 5. Mais la question est de savoir si c'est ce langage-là qu'il convient de parler ?

Pourquoi ?

On n'a pas abordé le cœur du problème. Après avoir sauvé le système financier, puis les États, les

« On recourt à la faculté de faire tourner la planche à billets. C'est une solution désespérée. » Paul Jorion, économiste

difficultés vont ressurgir ailleurs, notamment sur la population, qui sera soumise à des plans de rigueur. On a créé la zone euro sans réfléchir aux conséquences. Et ce n'est pas en un week-end que l'on peut trouver une réponse adéquate. On re-

court à la faculté de faire tourner la planche à billets (la banque centrale européenne, en acceptant désormais d'acheter des obligations d'Etat, va automatiquement émettre de la monnaie en contrepartie). C'est une solu-

tion désespérée, qui nie l'idée même que la monnaie correspond à une richesse. Ainsi, vous estimez que la crise, après s'être transmise aux banques, puis aux États, risque aujourd'hui d'attaquer la crédibilité de la monnaie ?

Oui. On a déconnecté la monnaie des métaux précieux (les monnaies ne sont plus convertibles en or, NDLR), connexion qui n'était d'ailleurs pas la meilleure chose. Mais alors, si on fait tourner la planche à billets, la confiance vient à disparaître. C'est un peu la situation du coyote du dessin animé : il continue à courir dans le vide pendant un moment, mais il finit par tomber. J'admire d'ailleurs la résistance de Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne, qui s'est opposé jusqu'au dernier moment à cette idée de faire racheter par la BCE les obligations d'Etat. Y a-t-il une solution ? Il convient de réformer le système financier mondial, en don-



PAUL JORION, anthropologue et économiste belge, prône une refonte du Fonds monétaire international. © DR.

nant au FMI le rôle que l'économiste anglais Keynes voulait lui voir endosser. Un système global, qui corrigerait automatiquement les déséquilibres.

Comment ?

Chaque pays serait incité à équilibrer ses importations et ses exportations. Au-delà d'un certain seuil d'excès (Keynes proposait 5 %), un pays qui exporterait ou importerait trop, serait soumis à une réévaluation, ou une dévaluation, afin de corriger ce déséquilibre. Dans un tel système, l'excédent commercial de la Chine, celui de l'Allemagne et inversement l'endettement des États-Unis ou de certains pays d'Europe n'auraient pu avoir lieu. ■

Propos recueillis par PIERRE-HENRI THOMAS